

ATTENTATS AU BURKINA FASO

Deux Trifluviens s'en sortent indemnes

Jean-Thomas Houle et Liliane Auger sont en Afrique de l'Ouest dans le cadre d'un projet de coopération internationale chapeauté par le Comité de Solidarité Trois-Rivières

OLIVIER GAMELIN

olivier.gamelin@lenouvelliste.qc.ca

TROIS-RIVIÈRES — Ils ne se trouvaient pas dans la capitale, Ouagadougou, lors des attaques terroristes qui ont ensanglanté le Burkina Faso vendredi dernier, entraînant dans leur sillon la mort d'un trentaine de personnes, dont six Québécois. Les Trifluviens Jean-Thomas Houle et Liliane Auger logeaient à 120 kilomètres plus au sud, dans la région de Pô, à un jet de pierre de la frontière ghanéenne. N'empêche, l'onde de choc s'est fait ressentir à la grandeur de ce pays d'Afrique de l'Ouest, inscrit sur la courte liste des pays les moins développés de la planète et dont la traduction littérale est «pays des hommes intègres».

Partis en mission commandée par le Comité de Solidarité Trois-Rivières (CS3R) la semaine dernière, les deux jeunes Trifluviens se disent actuellement en sécurité. Rejoint au téléphone, M. Houle affirme avoir appris la nouvelle quelques minutes après le sifflement des premières balles, par le biais d'amis résidants à Ouagadougou. Une nouvelle «aberrante» qui, à l'instar des Burkinabés, l'a plongé dans une vague de tristesse d'où il émerge tranquillement. Sur le terrain, à moins de 48 heures des événements, M. Houle constate que les citoyens reprennent une attitude presque «normale».

«À part quelques contrôles militaires sur la route, il n'y a pas beaucoup de différence. Nous n'avons pas eu à changer notre vie quotidienne, notre itinéraire. Nous évitons de fréquenter des endroits où se tiennent

les occidentaux. Pour la suite des choses, ça ne nous inquiète pas trop. Pour nous, la rentrée à Ouagadougou est prévue dans deux jours [mardi]. Je ne dirais pas que nous sommes inquiets, mais jusqu'à hier [samedi], les entrées à Ouagadougou étaient sévèrement contrôlées, ça reflueait. Certains étaient obligés de rentrer à pied parce que les véhicules ne passaient pas. Ce qu'on a su par des gens qu'on connaît dans la capitale, c'est que la situation était revenue à la vie normale, mais en même temps, la vie normale, c'est quoi après que des choses semblables soient arrivées?», souligne M. Houle.

Une nouvelle d'autant plus «aberrante», affirme-t-il, que la nature même des Burkinabés, des gens accueillants, souriants, généreux, contraste avec la violence des attentats. «Ce qui est le plus aberrant, c'est de rencontrer des partenaires, de discuter avec les gens avec, en trame de fond, cette menace terroriste

À LIRE EN PAGES 8 ET 9

- Concert d'éloges pour des «êtres d'exception»
- La famille manque d'information

qui n'a rien à voir avec la population locale.»

«C'est quelque chose qui *clash* avec ce qu'on vit au quotidien», renchérit-il. «J'ai passé quelques jours



Jean-Thomas Houle — PHOTO: FACEBOOK



Liliane Auger — PHOTO: FACEBOOK

à Ouagadougou et c'est une capitale tout ce qu'il y a de plus relaxe, calme, accueillante. C'est clairement une menace qui vient de l'extérieur, c'est ça le plus choquant. Cette violence ne correspond pas à la réalité. Je ne veux pas rentrer dans l'aspect religieux, mais il y a plusieurs musulmans ici et ceux que j'ai rencontrés sont des gens tolérants et ouverts. C'est donc d'autant plus choquant et frustrant.»

Si Jean-Thomas Houle se dit affecté par la mort de citoyens innocents, il offre un bouquet de pensées particulières aux familles des Québécois qui ont péri et qui, comme lui, étaient tous des coopérants internationaux. «Ce qui me frappe le plus et ce qui m'attriste, c'est qu'on a appris l'identité des Québécois qui sont décédés. C'est très triste... Ça m'a d'autant plus troublé», laisse-t-il tomber avec empathie.

Un trio d'objectifs motivent les deux coopérants internationaux trifluviens. D'abord, préparer le terrain pour recevoir un groupe d'infirmières du Cégep de Rimouski en mars prochain. Si le gouvernement canadien ne rehausse pas sa cote de sécurité pour le Burkina Faso, le voyage devrait bel et bien avoir lieu. Pour l'heure, Ottawa recommande d'éviter tout voyage au nord du Burkina Faso «en raison des risques de banditisme et d'enlèvement». Comme aucun avertissement n'a été émis

pour le sud du pays, Liliane Auger devrait y demeurer jusqu'en avril.

«On suit ça de façon très serrée. Pour la suite des choses, on va se coller aux avis du gouvernement canadien. C'est le genre de situation qui peut évoluer très rapidement», confirme le directeur général du CS3R, Jean-Marc Lord, en rappelant qu'un coup d'état militaire secouait le pays pas plus tard qu'en septembre dernier. «On demeure prudent, mais on peut continuer nos opérations», résume M. Lord.

Deuxièmement, M. Houle et Mme Auger ont parcouru le Burkina pour finaliser un projet de coopération internationale du CS3R, qui s'est déroulé l'été dernier et qui a été financé par le gouvernement du Québec dans le cadre du programme Québec sans frontières.

Enfin, ironie du sort, les deux Trifluviens doivent préparer le terrain pour un projet de coopération qui s'étirera sur trois ans à partir de 2017, financé cette fois par le Programme de stages internationaux pour les jeunes du gouvernement canadien. Ce projet devait préalablement avoir lieu au Mali, pays voisin du Burkina Faso, mais l'instabilité qui y règne avait obligé le CS3R à changer son fusil d'épaule.

«Les attentats sont arrivés un peu de façon surréelle au milieu de tout ça», conclut M. Houle, qui doit rentrer au pays le 24 janvier prochain.